

### Les subsides

programme de maisons inachevées. Vous pouvez compter que votre correspondance sera signalée au ministre dans les plus brefs délais». Je ne sais pas où le ministre est passé depuis le 28 août, mais il semblerait qu'il ne soit pas passé à son bureau parce qu'il n'a pas répondu. Le 28 août, en fait, M. Holme a écrit de nouveau au ministre. Il a dit: «Je déduis des conversations que j'ai eues avec M. Walt et autres représentants de la SCHL que l'enquête et le rapport préliminaire sont terminés depuis le début de juin». Il demande le rapport promis non par un fonctionnaire, mais par le ministre. Le 17 octobre M. Holme écrit de nouveau au ministre: «Comme suite à ma lettre de cette date, je voudrais vous informer d'une situation que je n'ai apprise que récemment». Il mentionne un fait nouveau concernant cette maison coopérative. Il demande à nouveau le rapport que le ministre lui avait promis de lui donner en juin.

Finalement, il y a de nouveau une lettre du 5 novembre du député provincial John Holme au ministre: «En outre, je demande à nouveau que votre ministère me fournisse le texte de son rapport établi par votre personnel concernant les problèmes relatifs aux maisons inachevées de Sackville. En date de mercredi dernier, John Holme n'avait pas reçu de rapport. En d'autres termes, le ministre a conclu qu'il serait sage de ne pas communiquer le rapport promis. Il a offert la ridicule somme de \$50,000 pour couvrir 23 maisons. Cela représente \$2,000 pour mettre un toit de \$10,000, \$15,000 ou \$18,000 sur la tête de pauvres gens qui ne sont pas responsables de son état.

**Le président suppléant (M. Horner):** Je regrette infiniment d'interrompre le député, mais il a épuisé son temps de parole.

**M. Heap:** Puis-je terminer rapidement, monsieur le Président?

**Le président suppléant (M. Horner):** Oui, vous le pouvez.

**M. Heap:** Ce que je tenais à dire, c'est que la situation est encore en suspens. Le gouvernement, dont le parti progressiste-conservateur a hérité et qui se plaît à dépenser le butin de toutes les façons dont un gouvernement le dépense, a hérité de la dette et de l'obligation de recouvrir ces maisons de Sackville et ailleurs dans les provinces Maritimes.

**M. Crosby:** Monsieur le Président, je tiens à faire quelques observations au sujet du discours du député de Spadina (M. Heap). Permettez-moi de commencer par où il a commencé, c'est-à-dire de signaler que la motion à l'étude porte sur les possibilités économiques de la région de l'Atlantique. Je tiens à dire deux choses. D'abord, le député n'a pas le moins du monde abordé la grave question de l'égalité des chances pour la région de l'Atlantique. Il nous a plutôt raconté son voyage dans deux régions parmi les plus prospères des provinces maritimes, soit à Halifax et à Wolfville. Il nous a parlé de la misère qui sévit dans ces centres urbains. Que ce monsieur qui vient du cœur de Toronto sache que pour nous, de la Nouvelle-Écosse, Halifax n'éprouve pas les difficultés effroyables qu'il semble y avoir constatées. En fait, ceux qui fréquentent la rue Yonge et divers autres coins de Toronto seraient sans doute ravis de voir comme Halifax s'est développée depuis huit ans pour devenir une ville superbe, magnifique. En particulier depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Buchanan, en Nouvelle-Écosse, Halifax connaît la prospérité. On y a construit des hôtels, aménagé des voies rapides et ainsi de suite. Elle est en pleine

expansion et tous reconnaissent que c'est l'une des plus belles villes en Amérique du Nord.

Je voudrais bien que le député de Toronto vienne dire ici même à la Chambre que Halifax ne se compare pas à tout point de vue avec Toronto ou toute autre ville d'Amérique du Nord. Je me demande si son objectif n'était pas de dénigrer cette région. Quant à Wolfville, berceau de l'Université Acadia et l'une des villes les plus charmantes de l'est du Canada, elle ne mérite pas d'être ainsi rabaisée par le député.

Que sait-il à propos de la promenade Howland, à Sackville, après n'y avoir passé que deux heures à arpenter la rue? Qu'a-t-il fait? Qu'a-t-il écrit au ministre responsable du logement? Je sais, moi, monsieur le Président, le tort que lui et ses collègues néo-démocrates ont causé aux résidents de cette rue, à ces malheureux aux prises avec un problème réel qui exige des solutions concrètes. Ils sont allés le colporter. Ils s'emparent de la misère pour s'en délecter. Voilà tout ce que fait le Nouveau parti démocratique à la Chambre et d'un bout à l'autre du pays depuis la nuit des temps. C'est tout ce qui l'intéresse: trouver des miséreux, faire connaître leur problème à la grandeur du pays et s'attribuer le mérite de l'avoir résolu. Le simple fait de rendre cette affaire publique empêche de trouver une solution. Que fait un fonctionnaire lorsqu'on l'accuse de toutes sortes de malversations comme le député de Spadina vient de le faire à la Chambre et comme son collègue, John Holmes, l'a fait dans la presse en Nouvelle-Écosse? Le fonctionnaire se braque et refuse de collaborer. Il entame des poursuites, consulte un avocat et déclare ne pouvoir accepter la responsabilité d'une telle situation. Voilà ce qui arrive. La question reste au point mort et il est impossible d'obtenir une réponse favorable du fonctionnaire en question. Il nie même être au courant.

• (1710)

Le cas que mentionne le député remonte à 1972 et touche la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Toutefois, comme il l'a dit, le coupable était un entrepreneur de Toronto. Il a disparu, sans doute dans Spadina, et on ne l'a pas retrouvé. Les autres sont pris avec ce problème. Toutefois, certains d'entre nous travaillent avec diligence à trouver une solution, sans s'occuper des grands airs que se donnent des gens comme John Holmes et le député de Spadina. Nous voulons résoudre le problème non pas l'exploiter pour en tirer un avantage politique. Répondez à cela.

**M. Heap:** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je vais répliquer au député sur plusieurs points. Il m'accuse de frayer avec les riches, ainsi que de fréquenter les pauvres. Il est vrai que j'ai rencontré des gens des deux catégories. Je n'ai fait aucun commentaire sur l'aspect général de Halifax. Toutefois, j'ai constaté que le maire et quatre des conseillers municipaux admettaient qu'il y avait une crise du logement. Ils approuvaient la coalition pour le logement. Évidemment, le député était sous les projecteurs. Il se devait d'appuyer son ministre qui affirme qu'il n'y a pas de crise. Pourtant, je n'ai rien dit au sujet de Halifax, de Dartmouth et d'autres villes que ne disent, par exemple, les maires, les autorités religieuses, les universitaires responsables, les propriétaires, les locataires et les sans logis de ces villes.